



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 34 /DDPP/2018
portant mise en demeure

Le Préfet de la Loire



VU le code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8 du titre VII du livre Ier et l'article L. 511-1 du titre I du livre V ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 novembre 2009 modifié réglementant les activités de la société MATEL COULEURS TEXTILES (ex TEINTURERIE DE MATEL) sur le territoire de la commune de Roanne, 93 rue de Matel (42300) ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2013 imposant à l'exploitant des prescriptions complémentaires ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 11 décembre 2017, établi au vu des analyses transmises, constatant que l'exploitant ne respecte pas les valeurs limites d'émission en hydrocarbures totaux dans les rejets aqueux du site prescrites par l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2013 susvisé ;

CONSIDERANT que les dispositions de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2013 susvisé ne sont pas respectées ;

CONSIDERANT qu'au vu de ces éléments, il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation de son installation et prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

ARRETE :

ARTICLE 1 – La société MATEL COULEURS TEXTILES , pour l'installation exploitée sur le territoire de la commune de Roanne, 93 rue de Matel, est mise en demeure, avant le 31 mars 2019, de respecter les valeurs limites d'émission en hydrocarbures totaux dans les rejets aqueux du site prescrites par l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2013 susvisé.

ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 - Monsieur le Sous-Préfet de Roanne, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'Inspection des Installations Classées et Madame le maire de Roanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 30 JAN. 2018

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Gérard LACROIX

copie adressée à :

- société MATEL COULEURS TEXTILES
93 rue de Matel
42300 ROANNE
- Mairie de Roanne
- Sous-Préfecture de Roanne
- Inspection de l'environnement DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono